

Pou Lagwiyann

Dékolé* !

*(Pour que La Guyane décolle)

Soutien aux travailleurs, travailleuses et à la population Guyanaise

Depuis le 27 mars, la Guyane s'est lancée dans une grève générale soutenue par tous les Guyanais et Guyanaises ■ Un affrontement pour faire valoir le droit de tout-es celles et ceux qui habitent ce département le plus vaste de France ■ Une lutte exemplaire à laquelle nous devons apporter notre soutien.



Face au mépris de l'État, la grève générale

Les transporteurs en grève depuis la mi-mars ont commencé par bloquer les routes autour de Cayenne. Le 17 mars, lors de la venue de Ségolène Royal, le "Collectif des 500 frères", qui dénonce l'augmentation de la délinquance dans le département, a envahi la Collectivité Territoriale de Guyane pour exprimer ses revendications.

Conséquence : la ministre de l'Écologie a décidé de partir sans les écouter : un vrai mépris. Il n'en fallait pas beaucoup plus pour accélérer la mobilisation avec la création de collectifs issus de la population sur des bases revendicatives larges en dehors de tout cadre organisationnel habituel. Elle s'est donc regroupée dans plusieurs collectifs, par exemple les peuples autochtones.

Une mobilisation exemplaire.

Les médias ont tardé à relater ce qu'il se passait en Guyane. Il a fallu que les syndicats décrètent la grève générale illimitée, à partir du 27 mars, pour que la métropole daigne s'y intéresser. Ces mêmes médias criaient déjà à l'insurrection violente en mettant le focus sur les "500 frères" en les présentant comme une milice ca-goulée. Or, selon nos militant-es, loin d'être violente, c'est bien une révolte populaire où toute la Guyane pluri-éthnique se retrouve sur les barrages. Dommage pour M. Le Pen et le Front National qui veulent instrumentaliser la légitime colère de la population : Guyanais, métro, Brésiliens, Surinamiens, Amérindiens... bloquent, ensemble, par des barrages. Une leçon pour tous les militant-es mais aussi la métropole.

Un rapport de force construit et assumé

La grève générale et la manifestation de plus de 20 000 personnes (10 % des habitant-es) ont permis de faire plier les autorités locales qui ont dû se mettre du côté de la population forçant le gouvernement à se déplacer en Guyane.

C'est aussi eux qui ont décidé de leurs interlocuteurs/trices et pas le gouvernement, ce dernier allant même jusqu'à présenter ses excuses à tous les Guyanais-es. La population a donc su construire le rapport de force essentiel pour tenter d'imposer des revendications sur tout le champ social : la plateforme revendicative est d'ailleurs bien plus large que la simple demande de vivre en sécurité : éducation et formation – Énergie – Foncier – Santé et social – Sécurité – Économie – Justice – Peuple autochtone – Communes – Sport et Culture – Revendication des Communes, un panel très large porté par la population et les organisations syndicales.

Les revendications exprimées par les collectifs guyanais sont légitimes. Les propositions apportées, à ce jour, par le gouvernement ne répondent pas aux exigences portées par la population qui parle déjà d'un nouveau statut pour la Guyane.

**Partout
en métropole ou
dans les DOM
apportons notre
soutien à la lutte
de la population
guyanaise**

L'octroi de mer, un reste colonial

Héritage de l'empire colonial, l'octroi de mer a été créé pour taxer supplémentairement les produits importés sur les DOM, pour soi-disant favoriser les productions locales. Résultats, ceux que l'on trouve couramment en métropole sont beaucoup plus chers dans les DOMS créant une distorsion entre chaque habitant. En 1992, l'octroi est étendu à l'ensemble des produits aussi



bien fabriqués ou cultivés localement qu'importés. Bref la double peine. Cerise sur le gâteau, l'État en supprimant certaines aides aux collectivités locales a transféré la gestion de cette aide à la collectivité territoriale de Guyane et aux communes en créant une problématique insoluble.

Maripasoula une commune et des habitants sevrés de service public postal

Dans les revendications surgissent quelques unes concernant La Poste, notamment sur la question des colis : « Maintenir l'approvisionnement du fret aérien. Air Guyane doit baisser le prix du fret. Le marché de ce même fret doit être ouvert à d'autres prestataires. Qu'il y ait une meilleure communication des services de frets. Création d'un lieu de stockage à l'aéroport de Maripasoula.

Arrêt du blocage systématique en douane des colis à destination de la Guyane ou de Maripasoula et non paiement de la taxe octroi de mer pour chaque colis à destination de Cayenne. »

Il faut savoir que Maripasoula et d'autres communes de Guyane ne bénéficient pas de distribution six jours sur sept comme le prévoit la loi, simplement parce qu'il n'y a pas de route les reliant aux réseaux. Ensuite depuis qu'Air Guyane a décidé d'arrêter les liaisons de fret suite au non-versement par la Collectivité territoriale de Guyane des compensations financières. La Poste a négocié avec Air Guyane pour emmener le courrier se substituant à la collectivité. Les colis ne sont plus acheminés par avion, mais par pirogue. Bref des habitants d'un département sont traités comme une sous population et pas comme n'importe quel habitant du pays.